

28 bis, rue Barbès
92120 Montrouge

TÉLÉPHONE 01 55 48 90 00

FAX 01 47 35 17 71

www.gemfi.com

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SEINE-EURE
A l'attention de Monsieur Régis Petit
Directeur Général des Services
CS 10514
27405 LOUVIERS CEDEX

Montrouge, le 25 avril 2019

Nos réf. : 031-19Ge/LH/MD

**Objet : Dossier de demande d'autorisation pour une installation classée
pour la protection de l'environnement (ICPE)
Établissement GEMFI – ZAC Ecoparc 3 - 27400 Heudebouville
Conditions de remise en état après arrêt de l'exploitation
pour un usage industriel du site**

Contact : Laurent Horbette
tél 01 55 48 90 10 - laurent.horbette@gemfi.com
assistante :
Marion Duteurtre - tél 01 55 48 90 02 - marion.duteurtre@gemfi.com

Monsieur le Directeur général,

En application du Code de l'Environnement, la société GEMFI va déposer en Préfecture de l'Eure une demande d'autorisation environnementale pour un bâtiment à usage d'activités, d'entrepôt et de bureaux qui sera situé au sein de la zone d'aménagement concerté Ecoparc 3, sur la commune de Heudebouville.

L'activité de ce site industriel sera classée sous le régime de l'autorisation au titre de la législation pour les installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques 1510-1, 1530-1, 1532-1, 2662-1, 2663-1a et 2663-2a de la nomenclature des installations classées.

Elle sera également soumise à déclaration au titre de la rubrique 2925, 2910-A-2.

Conformément à l'Alinéa 11 de l'Article D181-15-2 du Code de l'Environnement relatif à l'autorisation environnementale, le dossier doit être complété par : « Pour les installations à implanter sur un site nouveau, l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le pétitionnaire, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation. »

Conformément à cette prescription, nous proposons une remise en état après arrêt de l'exploitation pour un usage industriel du site.

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-dessous les conditions de remise en état du site envisagées après exploitation.

En vous remerciant par avance de bien vouloir nous confirmer votre accord sur ces modalités, nous restons bien entendu à votre disposition pour tout complément d'information que vous pourriez souhaiter.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de nos salutations distinguées.



Laurent Horbette
Directeur général
SAS

capital de 150 000 €

RCS

Nanterre 339 753 725

SIRET

339 753 725 00037

P R O M O T I O N / D É V E L O P P E M E N T / I M M O B I L I E R
Gicram Groupe • Gicram / Gemfi / Architecture Espace / GSG / G2.MBa

CONDITIONS DE REMISE EN ETAT DU SITE APRES EXPLOITATION

Dans ce paragraphe, nous évoquons les dispositions qui seraient prises par l'exploitant dans le cas d'un arrêt d'activité sur le site

En cas de cessation d'exploitation, l'exploitant en informe le Préfet au minimum 3 mois avant conformément à l'article R 512-39-1 du Code de l'Environnement, et s'engage à lui remettre un dossier sur l'état du site et son devenir.

L'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R 512-39-2, R 512-39-3 et R 512-39-4 du Code de l'Environnement.

Nous listons ci-après les principales étapes d'un chantier de remise en état du site afin que celui-ci ne présente aucun danger et nuisance pour son environnement.

- **Dans le cas d'une mise à l'arrêt sans réutilisation du site ou d'une réutilisation avec le même type d'usage**

La notification indiquera les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site dès son arrêt :

- Evacuation ou élimination des produits dangereux et des déchets :
 - vidange des installations et destruction des produits (notamment des produits chimiques, huiles,...) en centre de traitement de déchets,
 - vidange des cuves de stockage et enlèvement de celles-ci ou neutralisation,
 - vidange et nettoyage des rétentions,
 - évacuation des déchets résiduels en centre de traitement autorisé.
- Interdiction ou limitation d'accès au site
- Suspension des risques d'incendie et d'explosion :
 - démontage des équipements,
 - mise en sécurité des circuits électriques,
 - maintien en l'état de fonctionner des utilités (chauffage, alimentation électrique, climatisation,...), après consignation des équipements en arrêt de sécurité.
- Surveillance des effets de l'installation sur son environnement

- **Dans le cas d'une mise à l'arrêt et d'une réutilisation avec un usage différent**

En plus de la notification de mise à l'arrêt précédente, la société transmettra, au Maire, au propriétaire du terrain et au Préfet :

- les plans du site,
- les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site,
- les propositions sur le type d'usage futur du site.

Après accord sur les types d'usage futurs du site, l'exploitant transmettra au Préfet, dans un délai précisé par ce dernier, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises pour la protection de l'environnement compte-tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, notamment :

- les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires,
- les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer,
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol.